



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

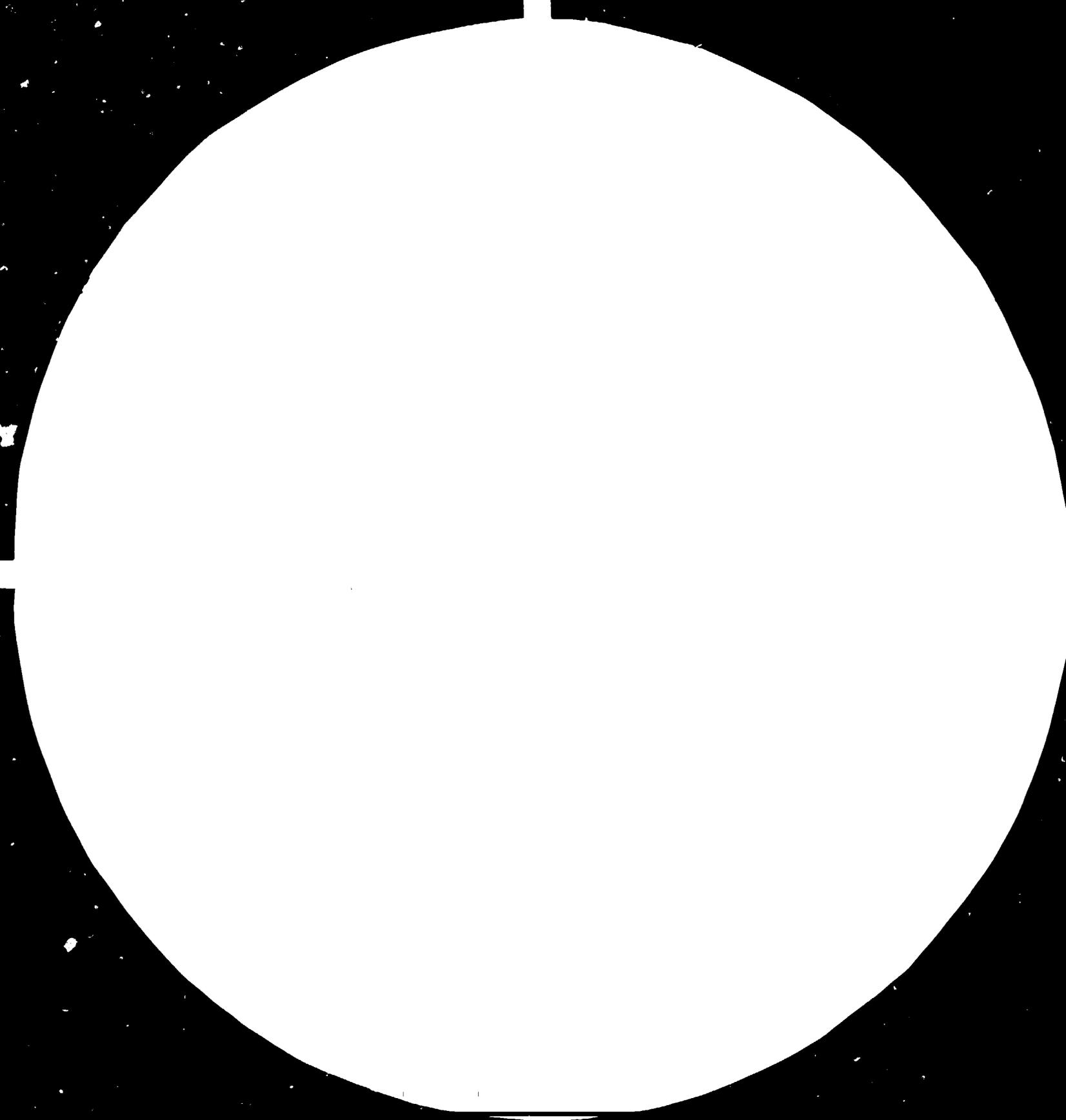
## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)





3.6

4

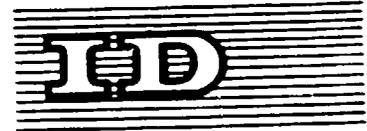


MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS  
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a  
(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



14638 - F



Distr.  
LIMITEE

ID/WG.439/3  
10 mai 1985

FRANCAIS  
ORIGINAL: Anglais

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Réunion d'experts de haut niveau  
sur la dette extérieure de l'Afrique  
dans le secteur industriel

Vienne (Autriche), 14-17 mai 1985

LA DETTE EXTERIEURE ET LE SECTEUR INDUSTRIEL EN AFRIQUE:

ESQUISSE D'UN PROJET\* .

Document établi par

le Secrétariat de l'ONUDI

\* Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

V.85-25999

## I. INTRODUCTION

1. La présente note a pour objet de décrire brièvement un projet en cours de réalisation à l'ONUDI et concernant la relation entre la dette extérieure et le secteur industriel en Afrique.

2. Ce projet présente évidemment un rapport direct avec le thème de la réunion. Comme il vient seulement d'être mis en route, on ne peut qu'en décrire ici les objectifs principaux et la méthode utilisée et essayer de dresser la liste des questions principale sur lesquelles il est axé.

## II. HISTORIQUE

3. L'Afrique est à la confluence de plusieurs grandes crises. Celles-ci ont des répercussions les unes sur les autres et la détérioration d'un secteur aggrave les problèmes dans les autres secteurs. Dans le contexte de la crise généralisée actuelle, le projet est centré sur deux problèmes liés, la dette extérieure et l'industrialisation de l'Afrique. En langage clair, il s'agit de poser la question suivante: quelles sont les répercussions de la structure particulière du processus passé d'industrialisation? Cette question en amène une autre plus fondamentale: comment serait-il possible, dans certains pays africains, d'appliquer une méthode d'industrialisation différente de celle qui a été appliquée dans le quart de siècle qui a suivi l'indépendance, dans la mesure où elle fournit la base à une croissance socio-économique régulière et ne constitue pas une ponction permanente sur les maigres ressources en devises?

4. La question de l'élaboration et de la mise en oeuvre de stratégies et de plans d'industrialisation visant à utiliser les ressources locales et à mettre sur pied une structure viable a toujours été au centre de la planification du développement en Afrique depuis le début des années 60. Ces plans ont cependant toujours été composés de projets d'investissements industriels concus séparément les uns des autres et dont la réalisation a été étroitement liée à la présence de devises. Ces projets prévoyaient ou nécessitaient en fin de compte des apports étrangers, non seulement en ce qui concerne les investissements nécessaires (pour financer les services de consultants, les travaux de génie civil, l'achat de biens d'équipement et de machines) mais aussi en ce qui concerne le fonctionnement (achats de produits intermédiaires

et utilisation de main-d'oeuvre expatriée). Au cours de la période qui a suivi l'indépendance en Afrique, l'industrialisation a donc été étroitement liée à la présence de devises étrangères et celles-ci a toujours été limitée tant sur le plan de la quantité que sur celui des conditions.

5. Les problèmes aigus d'endettement ont engendré une crise pour l'industrie mise en place dans ces conditions, et les hypothèses de développement ont dû être radicalement révisées en raison des changements importants de la conjoncture économique enregistrés au début des années 80. La chute des prix des produits de base, qui ont toujours été le seul moyen pour les pays africains d'obtenir des devises de manière autonome, la hausse spectaculaire du dollar (monnaie dans laquelle une grande part des transactions en devises sont libellées), les augmentations substantielles des taux d'intérêt réels et la réticence croissante des bailleurs de fonds peu enclins à fournir autant de devises que par le passé ont abouti à une aggravation brutale de l'endettement et à une baisse de la production industrielle.

6. C'est dans ce contexte que l'on s'est penché très attentivement sur le secteur industriel. Le considérant comme un secteur qui, intrinsèquement, absorbe des devises sans en créer, de nombreux groupes influents tant en Afrique qu'en dehors de l'Afrique ont prôné une réduction de la capacité industrielle visant à en limiter la demande de devises et à la confiner aux activités où la perte de devises serait minimale.

7. Cette approche pose plusieurs questions clefs. Premièrement, l'endettement actuel est essentiellement le résultat de l'environnement international et non pas un problème intérieur. Il s'ensuit que faute d'une modification de la nature fondamentale des rapports qu'entretient l'Afrique avec l'économie internationale, les autres changements pouvant intervenir n'auront que peu d'effets sur la masse totale de l'endettement du continent. Deuxièmement, compte tenu des circonstances actuelles, les chances de remboursement de la dette sont, dans la plupart des pays africains, très minces. A certains égards, la situation est comparable à celle de l'Allemagne après la Conférence de Versailles de 1919: dettes qu'on ne peut pas rembourser compte tenu de la capacité de production en place et de la demande des principales nations créancières.

8. Troisièmement, alors qu'on insiste sur la nécessité d'orienter l'industrie vers l'exportation, rien ne prouve de manière concrète que cette orientation soit viable, en dehors de quelques cas peu nombreux (et pour un nombre de pays encore moins élevé). Aussi, l'appel à l'abandon des activités de substitution de productions locales aux importations au profit d'une production tournée vers l'exportation ne peut-il pas, à l'exception de quelques cas particuliers, être considéré comme une véritable option. Quatrièmement, le fait de s'en tenir à des versions remanées de la classique division internationale du travail vis-à-vis de l'Afrique, à savoir, considérer ce continent comme une zone dont sont extraites de ressources agricoles et minérales et qui satisfait ses besoins en biens industriels et en services par l'importation, ne garantit pas davantage une amélioration continue des conditions de vie au milieu des années 80 qu'au moment de l'accession à l'indépendance. De fait, le secteur industriel ne peut pas être considéré séparément comme le facteur clef du développement à long terme.

### III. L'OBJET DE L'ANALYSE

9. Le projet de recherche a pour objet de recueillir des éléments d'appréciation pour permettre d'examiner en connaissance de cause le rôle véritable des projets industriels en cours d'exécution en ce qui concerne l'endettement actuel, ainsi que les perspectives réelles d'intensification du développement industriel dans l'état actuel de la dette étrangère. Il s'agit donc également de décrire les principales caractéristiques des structures industrielles actuelles: l'accent sur la substitution des importations; la préférence accordée aux grands projets avec ce gros apports en capital et en technologie étrangers; la participation de l'Etat et des entreprises étrangères au capital; les failles énormes dans la structure inter-industries avec la dépendance que cela entraîne à l'égard des facteurs de production importés; l'étroitesse des marchés intérieurs pour les produits industriels étant donné la faiblesse des revenus de la population; les faibles perspectives de commerce industriel intra-africain et d'exportation en dehors de la région; et la sous-utilisation de la capacité existante.

10. Le projet vise par ailleurs à déterminer la façon dont le déficit extérieur est actuellement assumé ainsi que ses conséquences. Provisoirement, on peut dire qu'en raison de la structure financière existante, c'est l'endettement du secteur public qui constitue en fait la variable critique.

Dans ces conditions, les pressions auxquelles sont soumis les pays africains pour un ajustement à court terme sont devenues un élément d'une situation qui dure. Tant que les choix du secteur public en matière de dépenses d'équipement est limité et que l'investissement direct de capitaux étrangers dans l'industrie reste faible, il n'y a que deux possibilités d'investissement complémentaire, à savoir les entrepreneurs privés locaux et les crédits affectés par les organismes d'aide. D'après des conclusions préliminaires, les perspectives ne sont guère brillantes, qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre voie. La question du rôle du secteur public dans le développement industriel à venir reste donc d'actualité.

11. C'est dans ces conditions que l'on s'est efforcé dans le projet, encore que de façon nécessairement sommaire, de tirer des enseignements de récentes études de cas dans le domaine de l'élaboration et de l'exécution de projets industriels en Afrique. On affirme souvent que les projets de ce genre posent un grave problème parce qu'ils sont mal gérés et que la raison de cette mauvaise gestion est surtout due à l'influence du secteur public. Les conclusions provisoires semblent indiquer que cette critique ne s'applique qu'à une partie de la question. Les premières études de préféabilité montrent que l'on a fâcheusement tendance à surestimer les résultats des projets industriels. Comme dans la plupart des cas ces études sont faites par des organismes bilatéraux ou multilatéraux ou encore par des sociétés étrangères, on peut se demander quelles sont les raisons de la constance de ces erreurs. En outre, la rareté des contrôles auxquels ont été soumis ces projets et celle des améliorations qui leur ont été apportées révèlent elles aussi des imperfections dans les organisations étrangères et africaines. On s'est efforcé dans le projet de sérier ces difficultés avec plus de précision et d'indiquer comment des améliorations pourraient être apportées tant en Afrique qu'à l'étranger.

12. Persuadé que l'industrialisation de l'Afrique continuera au cours des prochaines années de dépendre étroitement de la question des devises, on espère qu'il sera possible de donner premier aperçu des conditions dans lesquelles les devises seront disponibles. A cette occasion, on s'efforcera de déterminer quelles mesures les pays d'Afrique pourront prendre pour améliorer les perspectives en la matière.

13. Les grandes questions qu'on s'est efforcé d'aborder dans le projet peuvent dans ces conditions se résumer comme suit:

- Dans quelle mesure la composition des investissements industriels a-t-elle contribué par le passé à alourdir le fardeau de la dette extérieure de l'Afrique et/ou le problème que pose le service de la dette?
- Quels ont été les effets de l'établissement des projets d'investissement industriels et du fonctionnement des installations auxquelles ils ont donné lieu?
- Quelles ont été les principales formes de financement extérieur des projets d'investissement industriel et quels ont été leurs effets?
- Quelles grandes hypothèses motivant les principaux investissements industriels se sont révélées erronées?
- Comment les problèmes économiques interdépendants, en particulier le fardeau de la dette et la crise des devises, font actuellement obstacle à la production, à la rénovation, à la modernisation et à l'expansion de l'industrie?
- Quels enseignements peut-on tirer de l'"endettement lié à l'industrialisation" par le passé et quels moyens et méthodes pourrait-on trouver pour faciliter la reprise d'une croissance industrielle viable?
- Quelles politiques et mesures intérieures et extérieures pourraient être imaginés pour faciliter l'amélioration de la situation actuelle ainsi que l'élaboration et le financement futurs des projets d'investissement industriel?

IV. LE PROJET DE RECHERCHE \*): Le champ et la méthode.

14. Ce projet vise à apporter deux contributions importantes au débat international et intra-africain sur l'industrie de l'Afrique:

Premièrement, on peut dégager la relation directe entre le développement industriel et son financement. Auparavant, la tendance était d'isoler les deux questions sur le plan des institutions et de l'organisation. Il s'agit maintenant de faire ressortir cette relation.

Deuxièmement, on peut constituer de nouvelles séries de données et installer une nouvelle méthode d'analyse dans ce débat, afin d'obtenir une base plus concrète pour élaborer des mesures et des politiques appropriées.

En regard de ces objectifs ambitieux, il importe de souligner quelques limitations capitales de la phase actuelle du projet de recherche. En premier lieu, les travaux sont menés en très peu de temps; le projet n'a commencé qu'au début d'avril; il faut un projet de rapport pour la réunion au sommet de l'OUA et donc que la rédaction soit terminée à la fin du mois mai. Deuxièmement, le manque de temps oblige à réduire considérablement le travail; on a dû renoncer à des discussions avec plusieurs organisations clés et à la possibilité de déterminer la disponibilité d'informations statistiques. Troisièmement, le financement du projet est très limité et ne permet donc pas de faire largement appel à des commandes auprès de sources compétentes. Quatrièmement, les ressources propres que l'ONUDI peut consacrer à ce projet sont limitées, ce qui réduit la possibilité de plus vastes travaux.

15. Etant donné ces limitations, on pense qu'après la présentation d'un premier rapport rédigé pour la fin du mois de mai sur les conclusions préliminaires des travaux réalisés jusque-là, une nouvelle phase de recherche, plus complète et plus systématique pourra être lancée.

---

\*) "Analyse de la relation entre les projets industriels et la dette extérieure en Afrique".

16. On trouve ci-après un bref aperçu de l'organisation des travaux de la phase actuelle. Ils ont porté sur trois domaines de recherche. Premièrement, on a tenté rassembler des données sur la dette et sur la situation de l'industrie; à cet égard, la coopération des organisations régionales et internationales telles que la Banque mondiale, la CNUCED, l'OCDE, la Banque des règlements internationaux, la CEA, la Banque africaine de développement, le Commonwealth, etc. s'est avéré excellente. A partir des données rassemblées, on a voulu montrer la relation entre les projets industriels et les apports en devises étrangères. Deuxièmement, on a tenté de donner un tableau synoptique à jour des prévisions actuelles de l'avis des principaux pays donateurs de l'OCDE. Pour obtenir les matériaux voulus, des études ont été commandées dans six pays, à savoir la République fédérale d'Allemagne, le Canada, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. Ces études ont pour but la collecte d'informations quantitatives et qualitatives sur la participation actuelle des capitaux publics et privés de ces pays à l'industrialisation de l'Afrique et d'obtenir des avis au sujet de l'orientation possible de l'industrie dans les années qui viennent. Troisièmement, on a procédé à une analyse interne des matériaux globaux et de matériaux contenus dans des monographies, l'idée étant de mettre en lumière les grands conclusions et esquisses domaines qui seront l'objet d'autres études. Ces travaux sont étayés si possible par des entretiens avec des experts appartenant à des organisations financières internationales ainsi qu'avec des personnes étroitement associées aux projets industriels actuellement en cours en Afrique.

#### V. OBSERVATIONS FINALES

17. La méthode esquissée ici devrait être considérée dans les limites de l'actuel projet envisagé. On espère que sur cette base, le groupe d'experts pourra fournir des conseils et des suggestions utiles pour l'établissement du rapport actuellement en cours et permettre ainsi au secrétariat de l'ONUDI de faire en sorte que le document rende compte des principales idées et préoccupations des responsables et organismes africains à ce sujet.

18. En outre, et cela est plus important, les experts sont invités à donner des avis à l'ONUDI sur la portée et le cadre d'une éventuelle poursuite des travaux de recherche envisagée dans une deuxième phase et sur la participation d'instances et d'organismes africains à ces travaux complémentaires qui devraient permettre d'approfondir la question.

